La réélection de Donald Trump aux États-Unis d'Amérique en novembre 2024, vue par un citoyen d'Afrique de l'Ouest (janvier 2025)

Introduction

La réélection de Donald Trump aux États-Unis en novembre 2024 ne concerne pas uniquement la politique intérieure américaine. Pour un citoyen d'Afrique de l'Ouest, elle représente un signal géopolitique majeur, susceptible d'influencer l'économie mondiale, les migrations, la sécurité, l'aide humanitaire, ainsi que les relations entre les États-Unis et les pays de la région. L'Afrique de l'Ouest est en effet un espace où les effets des chocs extérieurs se ressentent rapidement : fluctuations des prix des matières premières, évolutions des politiques migratoires occidentales, recompositions des alliances sécuritaires, et pressions politiques sur les régimes et organisations régionales.

Ainsi, cette dissertation cherche à répondre à la question suivante : quels enjeux la réélection de Donald Trump en 2024 implique-t-elle pour l'Afrique de l'Ouest ?

Pour y répondre, nous analyserons successivement : (1) les impacts économiques et commerciaux, (2) les enjeux sécuritaires et politiques, (3) les défis migratoires et humanitaires, et (4) les conséquences possibles sur la coopération internationale et la diplomatie régionale.

I. Des impacts économiques et commerciaux à travers le monde et jusqu'en Afrique de l'Ouest

1. Fluctuation des marchés et des prix des matières premières

L'Afrique de l'Ouest dépend fortement des exportations de certaines matières premières : pétrole, gaz, cacao, or, coton, café, et surtout les revenus liés aux cycles économiques mondiaux. Une politique américaine plus protectionniste ou imprévisible peut entraîner des variations sur les marchés : augmentation ou baisse de la demande mondiale, changements de taux de change, hausse de l'inflation ou ralentissement de la croissance.

Si l'administration Trump privilégie des politiques commerciales plus agressives (droits de douane, renégociation d'accords, pression sur les partenaires), les marchés peuvent devenir plus instables. Pour un pays ouest-africain, cela signifie souvent :

- des pertes de recettes d'exportation,
- des difficultés budgétaires,
- un coût plus élevé de l'endettement,

- et une vulnérabilité accrue pour les secteurs agricoles.

2. Commerce, investissement et concurrence

Les relations commerciales et l'accès au financement international sont aussi déterminants. Les entreprises étrangères américaines réagissent aux orientations politiques : si les politiques migratoires et fiscales deviennent plus strictes, l'investissement peut se concentrer ailleurs ou réduire certains projets.

Par ailleurs, un changement de priorités peut créer une concurrence accrue entre régions bénéficiaires. L'Afrique de l'Ouest pourrait se retrouver en compétition pour attirer des capitaux, des subventions, ou des programmes de développement, tandis que d'autres zones reçoivent plus d'attention.

3. Le rôle du dollar et des conditions financières

Les États-Unis influencent indirectement le coût du financement mondial via la politique monétaire et le taux du dollar. Pour des pays ouest-africains déjà confrontés à des difficultés de dette, des taux d'intérêt internationaux plus élevés peuvent réduire la capacité à financer :

- les infrastructures,

- les programmes sociaux,

- les investissements agricoles et énergétiques.

En clair, la réélection d'un président au style très "transactionnel" peut renforcer l'incertitude, ce qui pénalise souvent les pays en développement.

II. Enjeux sécuritaires : terrorisme, coopération militaire et relations avec les gouvernements

1. La lutte contre le terrorisme au Sahel

Pour un citoyen d'Afrique de l'Ouest, l'enjeu sécuritaire est central : l'insécurité liée aux groupes terroristes (et aux dynamiques de criminalité transnationale) touche de nombreux pays de la région : le Sahel, la zone du lac Tchad, et certaines zones côtières.

Les États-Unis sont un acteur important dans la coopération antiterroriste : renseignement, formation, assistance logistique, appui à la surveillance. Cependant, l'approche d'un président Trump peut varier selon ses priorités :

- réduction possible de certaines dépenses externes,

- recherche d'accords plus stricts,

- conditionnalité plus forte,

- ou repositionnement des efforts vers des objectifs plus “ciblés”.

Résultat possible : les pays ouest-africains pourraient devoir compenser un éventuel retrait américain partiel par d’autres partenariats (Union européenne, Russie, Turquie, pays du Golfe, coopération Sud-Sud), ce qui complexifie l’équilibre diplomatique.

2. Les rapports entre “valeurs” et “intérêts”

Une question importante est celle des droits humains et de la gouvernance. Certains cadres de coopération occidentale ont tendance à associer l’aide à des conditions politiques et institutionnelles. Un président américain au positionnement plus pragmatique ou plus critique vis-à-vis de certains dispositifs multilatéraux pourrait influencer :

- les financements conditionnés,

- la manière de traiter les transitions politiques,

- la pression diplomatique sur des régimes jugés non conformes.

Pour les citoyens, cela peut se traduire par une intensification des débats internes sur la souveraineté, la légitimité, et le rôle de l’extérieur. Les populations peuvent alors se retrouver partagées : entre besoin immédiat de sécurité et attentes de respect des droits.

3. Risques de reconfiguration des alliances

L’Afrique de l’Ouest est engagée dans plusieurs cadres régionaux et internationaux (CEDEAO/ECOWAS, Union africaine, ONU, coopération bilatérale). Une politique américaine différente peut conduire les acteurs régionaux à reconsidérer leurs stratégies de partenariat. Ce contexte peut favoriser :

- une diversification des alliances,

- mais aussi une fragmentation des efforts.

Dans un espace où les défis sécuritaires sont urgents, une réorganisation trop rapide de l’aide peut créer des “trous” dans certaines capacités opérationnelles.

III. Défis migratoires, politiques d'asile et effets sur les familles

1. Contrôle migratoire et perception des migrants

Les politiques migratoires américaines sont souvent parmi les plus sensibles pour l'opinion internationale. Or, de nombreux citoyens d'Afrique de l'Ouest entretiennent des liens familiaux avec des diasporas en Europe et en Amérique, ou connaissent des parcours migratoires vers l'Amérique via des routes souvent dangereuses.

Si l'administration Trump applique une ligne plus dure (renforcement des frontières, réduction des programmes d'asile, accélération des expulsions), cela peut avoir plusieurs effets :

- augmentation de la précarité pour certaines communautés,

- instabilité pour des personnes en procédure,

- pression psychologique et sociale sur les familles.

Même si les migrations vers les États-Unis ne concernent qu'une partie de la diaspora ouest-africaine, les décisions américaines influencent l'ensemble des dynamiques migratoires mondiales : les frontières de l'un entraînent souvent des déplacements vers d'autres.

2. Effets économiques : transferts et diaspora

Les transferts de fonds ("remittances") sont essentiels dans plusieurs pays ouest-africains. La diaspora envoie de l'argent pour soutenir les familles, financer l'éducation, et soutenir des micro-activités. Un climat plus hostile à l'immigration ou des conditions plus strictes peuvent réduire la capacité des migrants à travailler légalement et donc à envoyer de l'argent.

Ainsi, la réélection de Trump peut être perçue—par un citoyen local—comme un facteur indirect pouvant affecter le niveau de vie de nombreux ménages.

3. Crises humanitaires et réponses internationales

En cas de réduction des budgets ou d'évolution des priorités humanitaires, les réponses internationales aux crises (déplacements internes, réfugiés, famine localisée) pourraient être affectées. Or, dans la région, les populations déplacées par l'insécurité ont besoin d'appuis durables : santé, eau, nutrition, protection.

IV. Diplomatie, coopération internationale et “nouvel ordre” des priorités

1. Moins de multilatéralisme ou coopération sélective

Un style politique “America First” peut conduire à privilégier des accords bilatéraux plutôt que des programmes multilatéraux. Pour l’Afrique de l’Ouest, cela signifie :

- plus de négociations “au cas par cas”,
- une incertitude sur la continuité des programmes,
- la nécessité de mieux défendre les intérêts régionaux.

Cela pousse aussi les États ouest-africains et leurs institutions à renforcer :

- la capacité diplomatique,
- l’unité régionale,
- et la cohérence des positions dans les négociations internationales.

2. Influence sur les organisations régionales

Les décisions américaines peuvent affecter la façon dont la CEDEAO est perçue, soutenue et financée. Si les États-Unis conditionnent leur soutien à certaines orientations politiques, alors la dynamique régionale peut se complexifier.

Pour un citoyen, cela peut provoquer un sentiment d’instabilité : quand les partenaires clés changent, les priorités des programmes changent aussi, parfois au détriment de la continuité des projets.

3. Opportunités malgré les risques

Il ne faut pas réduire l’analyse uniquement aux menaces. Une administration américaine peut aussi offrir des opportunités :

- investissements ciblés dans l’énergie,
- soutien à certains projets d’innovation et d’infrastructures,
- partenariats sécuritaires limités mais efficaces,
- dialogue économique direct avec certains États jugés “stratégiques”.

La question centrale est donc : les pays d’Afrique de l’Ouest sauront-ils capter ces opportunités sans subir entièrement les risques d’un partenaire imprévisible ?

Conclusion

La réélection de Donald Trump en novembre 2024 représente, pour un citoyen d'Afrique de l'Ouest, bien plus qu'un événement électoral américain. Elle s'inscrit dans une logique de transformations mondiales : instabilité économique potentielle, ajustements de la coopération sécuritaire, durcissement possible des politiques migratoires, et reconfiguration de la diplomatie internationale. Dans une région déjà confrontée à des défis majeurs—terrorisme, fragilité économique, déplacements de populations et pressions sociales—ces changements peuvent accentuer les fragilités ou imposer des adaptations rapides.

Cependant, la région n'est pas condamnée à subir. En renforçant la coopération régionale (CEDEAO), en diversifiant les partenariats, en sécurisant les projets économiques et en consolidant la gouvernance, l'Afrique de l'Ouest peut transformer l'incertitude en stratégie.

En somme, les enjeux sont multiples : économiques, sécuritaires, migratoires et diplomatiques. L'avenir dépendra largement de la capacité des États et des institutions à anticiper et à défendre, avec cohérence, les intérêts des populations.